

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Paris 20e, peinture sur papier, collage du street artiste @loup_y_es_tu

AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

ALLEMAGNE

L'antifascisme sous pression

En Allemagne, le travail antifasciste se trouve actuellement pris entre deux feux: d'un côté, les grandes manifestations antifascistes largement inefficaces, qui visent principalement à lutter contre la montée en puissance de l'AfD¹, et de l'autre, une répression toujours plus forte à l'encontre des groupes et individus antifascistes militants. Pendant ce temps, la fascisation de la République se poursuit sans relâche, même sans gouvernement AfD*.

La situation actuelle en Allemagne est préoccupante. Notre société connaît un virage à droite. Le parti d'extrême droite AfD est en passe de devenir la première force politique du pays. C'est déjà le cas dans certains *Länder*² de l'est de l'Allemagne. Le «*mur de protection*» – qui consiste à refuser toute collaboration parlementaire avec l'AfD – est déjà tombé dans de nombreux cas. Et pas seulement par les conservateurs de la CDU. De nombreux membres de ce parti démocrate-chrétien, et libéral-conservateur peuvent envisager une coalition avec l'AfD. La mégalomanie des conservateurs, qui pensent pouvoir contenir les fascistes dans un gouvernement bourgeois, pourrait se répéter après près de 100 ans.

Au niveau parlementaire, l'AfD impose de nombreux thèmes par le biais de petites exigences et pousse les partis au pouvoir à agir.

Les revendications qui émanaient à l'origine de l'AfD sont également reprises par les autres partis comme étant importantes, notamment en ce qui concerne la prévention de la migration, la fermeture des frontières et le démantèlement de l'État social. Les députés des partis au pouvoir sont prêts à céder à la pression de la droite afin de ne pas perdre de voix et montent les groupes marginalisés les uns contre les autres, au lieu de se consacrer à des problèmes réels tels que la crise climatique, la montée du fascisme ou l'effondrement des infrastructures sociales. Ils sont généralement trop privilégiés pour souffrir des conséquences de leur propre politique.

Au lieu de se positionner clairement contre le fascisme, les partis bourgeois, de la CDU aux Verts, reprennent dans leurs campagnes électorales une rhétorique hostile envers les migrant·es et les chômeur·euses. L'AfD est

EDITO

Chères lectrices, chers lecteurs,
Dans ce monde gouverné, acheté et manipulé par des multimilliardaires, des profiteurs de guerre et des meurtriers sans scrupules, il existe encore des personnes qui refusent d'accepter cette situation. Elles tentent de toutes leurs forces de défendre la dignité humaine, de mettre fin aux agressions, de promouvoir la coexistence – en somme, elles refusent de se laisser abattre. J'ai rencontré de telles personnes, par exemple, lors du congrès sur les migrations *Reclaim mobility, freedom, rights* organisé par Solidarité sans Frontières en décembre dernier à Berne.*

Cela donne du courage!

Nos ami·es au Liban, en Cisjordanie, en Ukraine, menacé·es quotidiennement, montrent également que la résistance est possible. Ou, comme nous le constatons un an après la chute d'al-Assad, à travers des projets en Syrie: un nouveau départ est possible, aussi incertain soit-il.

Nous qui ne vivons pas en temps de guerre, rassemblons et utilisons nos forces! Non seulement nous, mais aussi beaucoup d'autres pourront en faire bon usage.

Je vous souhaite un bon début d'année et beaucoup d'énergie pour 2026!

Constanze Warta
pour l'équipe d'Archipel

* Dans les prochains numéros d'Archipel, nous présenterons quelques-uns des projets qui ont participé au congrès de Solidarité sans Frontières. Vous pouvez également vous informer sur leur site <<https://kongress.sosf.ch/fr>>.

plus présente que les autres partis sur les réseaux sociaux. Ses messages simplistes et polarisants se prêtent bien à un contenu divertissant. C'est aussi pour cette raison que de nombreux jeunes votent pour l'AfD.

Le fascisme n'a pas besoin de l'AfD

Dans de nombreux domaines sociaux, on observe une tendance croissante de la politique vers le fascisme. Cela se reflète dans la réforme du régime d'asile européen commun (RAEC) de 2024, qui doit entrer en vigueur en 2026 et qui vise principalement à renforcer encore davantage le cloisonnement de l'Europe. Le gouvernement fédéral actuel, composé de la CDU et du SPD³, prépare également un durcissement du droit d'asile, qui devrait être adopté par le Bundestag grâce aux voix de l'AfD. Il s'agit de simplifier la «détermination des pays d'origine sûrs» et de supprimer l'assistance judiciaire obligatoire pour les personnes en détention en vue de leur expulsion.

L'approbation d'un fonds spécial de 100 milliards d'euros pour la militarisation de l'Allemagne au détriment des systèmes sociaux va clairement dans ce sens. La menace du service militaire obligatoire vise à caserner la jeunesse et, outre le retour de bâton antiféministe sur les réseaux sociaux, à revenir à des images de la masculinité telles qu'elles existaient il y a 100 ans. Depuis des années, les jeunes sont pris dans une spirale d'auto-optimisation sur les réseaux sociaux, à la recherche d'un état d'esprit gagnant. Est fort celui qui contrôle ses émotions, son corps et sa routine quotidienne. Les individus se rendent ainsi parfaitement exploitables pour un marché du travail de plus en plus précaire, l'armée ou même un nouveau fascisme. Dans cette quête de la perfection, le chauvinisme social est l'autre face inévitable de la médaille.

La surveillance est renforcée

Les partis conservateurs et sociaux-démocrates continuent également de renforcer l'État policier. À Berlin, la loi générale sur la sécurité et l'ordre public (ASOG) a récemment été réformée sans grande opposition: désormais, la surveillance des lieux publics peut faire appel à des technologies d'analyse par intelligence artificielle, afin que tout comportement «anormal» soit immédiatement détecté et signalé à la police. Les perquisitions sans que les personnes concernées soient présentes, et la surveillance des télécommunications peuvent être utilisées non seulement contre les suspect·es, mais aussi contre tous leurs contacts privés. À l'avenir, la police sera autorisée à effectuer des examens médicaux contre la volonté des personnes, à interroger des «personnes dangereuses», notamment sur leur lieu de travail, sur la base de simples soupçons, et à utiliser des drones et des bracelets électroniques. Elle pourra comparer chaque photo trouvée sur Internet avec des données biométriques et installer des logiciels espions (par exemple ceux de Pa-

lantir⁴) sur les terminaux non seulement des suspects, mais aussi de leurs contacts.

En Bavière, plusieurs personnes ont été placées en détention préventive dans le cadre de manifestations pour la protection du climat afin d'empêcher le blocage du salon automobile 2023 à Munich. Elles ont passé jusqu'à 30 jours en prison, sans avoir commis d'infraction et sans avoir été jugées. Au cours des dernières années, la durée pendant laquelle les personnes peuvent être placées en détention préventive a été prolongée dans tous les Länder par les gouvernements régionaux, quelle que soit leur couleur politique. En Bavière, cette durée peut même aller jusqu'à trois mois.

Au nom de la raison d'État

Dans le même temps, l'Allemagne recule également en matière de liberté de la presse. Reporters sans frontières rapporte que la plus grande menace structurelle provient des attaques de l'extrême droite et que, ces dernières années, les professionnel·les des médias se heurtent à des obstacles considérables lorsqu'ils veulent rendre compte de la guerre menée par Israël, des violations des droits humains en Palestine et de la participation allemande à travers la livraison d'armes.

Une grande partie des critiques à l'égard de l'action d'Israël à Gaza ou en Cisjordanie sont interprétées par les gardiens de la raison d'État allemande comme une diabolisation d'Israël et donc comme antisémites. Dans le cadre des manifestations contre la guerre à Gaza, des groupes et des individus se voient souvent refuser des locaux et des fonds parce qu'ils sont accusés d'être en contact avec des groupes pro-palestiniens. C'est ainsi que les opinions de l'opposition de gauche sont réduites au silence. La répression brutale des manifestations contre la guerre à Gaza par la police allemande est même parfois approuvée par des personnes qui se considèrent comme étant de gauche et antifascistes.

La justice contre l'antifascisme

Dans le même temps, la répression contre les antifascistes prend une nouvelle tournure. Actuellement, la République fédérale compte plus de prisonnier·es politiques issues du mouvement antifasciste que jamais auparavant. La plupart sont accusé·es d'avoir agresse des nazis. Alors que dans les décennies précédentes, l'article §129 (a) (formation d'une association criminelle ou terroriste) était utilisé comme un «article fouineur» pour surveiller la scène antifasciste militante et autonome et que les procédures se terminaient généralement par des non-lieux, le parquet fédéral échafaude actuellement des associations criminelles et prononce, sur la base d'indices (en partie sans preuve d'infraction) des peines d'emprisonnement de plusieurs années à l'encontre d'antifascistes présumé·es militant·es. Dans les procès de Budapest et Antifa-Ost I et II à Dresde, des antifascistes sont et ont été accusé·es d'avoir attaqué des nazis organisés. Ceux-ci ont

pourtant pu, pendant des années, traquer en toute impunité des personnes dont l'apparence ou les opinions ne correspondaient pas à leur vision d'extrême droite du monde. Les nazis du groupe d'arts martiaux Knockout51 d'Eisenach et leurs camarades, qui avaient attaqué le quartier *Leipzig-Connewitz* au printemps 2016, ont par exemple été largement épargnés par l'État. L'antifascisme militant est une épine dans le pied de l'État. Ses actions perturbent la transition tranquille vers le fascisme et révèlent les failles dans la façade d'un centrisme politique de plus en plus radicalisé mais qui prétend être raisonnable. Les structures antifascistes n'ont d'autre choix que de continuer à se défendre de manière offensive. Les groupes de solidarité avec les prisonnier·es travaillent d'arrache-pied pour que personne ne soit oublié en détention et que toutes soient libéré·es le plus rapidement possible.

Pointer la Hongrie du doigt

Le procès de Budapest montre qu'en Hongrie, des peines encore plus sévères sont prononcées avec encore moins de preuves. L'idée de la gauche libérale selon laquelle l'Office régional de police criminelle (LKA) de Saxe créerait son propre «Guantanamo» pour les antifascistes en Hongrie minimise l'injustice des tribunaux allemands lorsqu'il s'agit de condamner à des peines de prison de plusieurs années sans preuve de l'infraction, comme dans les cas de Lina et Hanna. Malheureusement, malgré l'énorme travail de solidarité des groupes de soutien, des groupes antifascistes autonomes et des parents des prisonniers, il n'a pas été possible d'obtenir un soutien plus important en dehors des cercles antifascistes. Il semble que la solidarité de la part de la société civile et des grands groupes post-autonomes avec les antifascistes emprisonné·es ait atteint ses limites. La persécution étatique est acceptée en silence par la gauche libérale.

Manifester avec des œillères

Au printemps 2024, la plateforme de recherche *Correctiv* a publié, sur la base des recherches menées par des groupes autonomes, le contenu d'une réunion secrète d'extrémistes de droite à Potsdam, au cours de laquelle il a notamment été déclaré qu'après la prise du pouvoir par l'AfD, les migrant·es – y compris celles et ceux possédant un passeport allemand – seraient «renvoyé·es dans leur pays d'origine». Des membres de l'AfD, de la CDU et de la *Werteunion*⁵, du mouvement identitaire et d'autres groupes y participaient. Alors que des centaines de milliers de personnes manifestaient en Allemagne contre l'AfD après le scandale provoqué par ce plan de «remigration», le gouvernement fédéral de l'époque, composé de sociaux-démocrates, de Verts et du FDP libéral, a imposé des lois plus strictes pour contrôler les frontières allemandes et faciliter les expulsions. Ces grandes manifestations ne se sont pas démarquées des partis

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tél: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Janvier 2026 - Nr. 354 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org

au pouvoir. Les représentant·es de ces mêmes partis ont même été autorisé·es à présenter leur position antifasciste sous les applaudissements lors des rassemblements, tandis qu'en coulisses, leurs partis continuaient à durcir le droit d'asile, mettant ainsi une nouvelle fois en œuvre les revendications de l'AfD.

Après quelques semaines, les grandes manifestations se sont calmées. Au niveau parlementaire, rien n'avait changé. L'AfD continuait à remporter des succès lors des élections régionales et les partis au pouvoir n'étaient toujours pas critiqués par la société civile. Les débats autour d'une éventuelle procédure d'interdiction de l'AfD montrent que beaucoup de gens comptent encore sur l'État pour lutter contre l'extrême droite.

Violences policières unilatérales

Outre les grandes manifestations organisées par des acteurs et actrices de la société civile, d'autres formes de protestation contre l'AfD ont vu le jour. De grands groupes post-autonomes tels que *l'Interventionistische Linke* (IL), *Widersetzen* ou *Studis gegen Rechts*⁶ ont organisé des actions de blocage contre les congrès fédéraux de l'AfD à Riesa et à Essen, ainsi que contre le congrès fondateur de la nouvelle jeunesse de l'AfD *Generation Deutschland* à Giessen. Une désobéissance civile massive a été exercée sous la forme de blocages des voies d'accès aux lieux d'accueil de ces congrès. À Giessen, environ 20.000 personnes ont participé aux blocages et 20.000 autres à des manifestations simultanées. Malgré le succès de la mobilisation, les événements n'ont pu être retardés que de quelques heures, sans toutefois être empêchés. Les manifestant·es ayant annoncé à l'avance qu'ils n'auraient pas recours à la violence, la police, même en infériorité numérique, était suffisamment sûre de ne pas avoir à faire face à de la résistance. Dans certains cas, quelques dizaines de policiers ont attaqué des points de blocage où se trouvaient plusieurs centaines de personnes et ont blessé un grand nombre d'entre elles. Le fait que les militant·es et les organisateur/trices impliqu·es ne puissent pas protéger les barrages contre les violences policières est d'une part la conséquence d'un renoncement stratégique à la violence, mais d'autre part aussi le résultat de l'amélioration des méthodes de recherche de la police. Les drones, les hélicoptères, les caméras thermiques, la reconnaissance faciale biométrique, les prélèvements d'ADN et les recherches systématiques rendent difficile toute opposition à la violence policière en terrain découvert. Il en résulte de nombreux militant·es blessé·es et potentiellement traumatisé·es qui, dans le pire des cas, se retirent du militantisme. C'est un prix élevé et une dépense d'énergie énorme pour quelques heures de retard dans un événement de l'AfD. Il reste à espérer que les expériences vécues dans les groupes de référence auront néanmoins un effet politisant.

L'antifascisme reste un travail manuel

Les groupes antifascistes autonomes – déjà déclarés groupes terroristes aux États-Unis et en Hongrie – ne font actuellement l'objet d'aucune répression en Allemagne, tant qu'ils ne sont pas associés à des actions militantes. Ils accomplissent un travail structurel important en coulisses dans la lutte contre le

fascisme. Ils organisent des manifestations, des réunions d'information, des congrès antifascistes, des commémorations, mènent des actions contre la répression, protègent les foyers de réfugié·es, les centres de jeunesse et les départs pour les manifestations anti-nazies, font des recherches sur les organisations nazies, dénoncent celles-ci dans leur entourage et sur leur lieu de travail et fournissent aux journalistes des résultats de recherche utiles sur les activités fascistes.

Ils peuvent décider librement du prochain projet ou de la prochaine alliance sur lesquels ils souhaitent travailler et ne doivent rendre de comptes à personne. Pour préserver cette indépendance, ils doivent trouver eux-mêmes leurs ressources, ce qui entraîne un sous-financement chronique. L'«interdiction de l'Antifa» réclamée par la droite semble à première vue absurde, car «l'Antifa» n'existe pas en tant que groupe structuré doté de statuts et d'une liste de membres. Néanmoins, l'État dispose avec le droit des associations d'un instrument puissant qu'il a déjà utilisé de manière abusive. À l'automne 2017, la plateforme d'information autonome *Indymedia linksunten* a été interdite, d'abord en étant qualifiée d'association, puis en étant interdite en vertu du droit des associations. Les membres présumés de cette association ont été menacés de peines de prison si le site web *Indymedia linksunten* était remis en ligne. Il s'agissait non seulement d'une atteinte à la liberté de la presse, mais aussi d'un exemple d'interdiction d'un groupe d'opposition.

La confiance dans l'État ne suffit pas

Le moment est venu de critiquer la démocratie représentative bourgeoise et ses partis. Ils ne traitent de manière responsable ni la crise climatique ni la menace du fascisme. Les appels

lancés à des personnes qui ne pensent qu'aux prochaines élections et qui croient que leurs enfants blancs et aisés seront en sécurité pour les générations à venir ne suffiront pas. L'État doit perdre son attrait en tant que partenaire supposé de la gauche sociale dans la lutte contre la fascisation. Ce sont les gouvernements des partis bourgeois, soutenus par une grande partie de la presse, qui conduisent, centimètre par centimètre, la société vers le fascisme et l'y habituent. Dans le processus de désintégration de l'État providence libéral, il est important de construire des groupes, des structures et des réseaux stables et de s'organiser en dehors du contrôle de l'État. Afin que celles et ceux qui hésitent encore se débarrassent de leur confiance dans l'État et soient prêts à lutter dans un large mouvement antifasciste pour la libération des antifascistes emprisonné·es et pour une société meilleure.

* Les auteurs travaillent dans le domaine social à Berlin et sont actifs dans la lutte antifasciste.

1. Alternative pour l'Allemagne, parti politique allemand d'extrême droite. L'AfD est connu pour son opposition à l'Union européenne et à l'immigration en Allemagne.
2. États fédéré d'Allemagne, il y en a 16, dont cinq qui faisaient partie de l'Allemagne de l'Est.
3. Parti social-démocrate d'Allemagne, il a longtemps été le seul parti de gauche de taille notable du pays, jusqu'à la création de *Die Linke*, plus à gauche.
4. Logiciel objet de controverses sur l'aide qu'il apporte à certains gouvernements pour mettre en place une société de surveillance généralisée, au-delà des objectifs affichés de lutte contre le terrorisme, la fraude ou autres délits majeurs.
5. L'Union des valeurs, parti libéral-conservateur allemand fondé en février 2024. D'abord une association qui se définissait comme l'aile droite de la CDU, elle a depuis rompu officiellement avec l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne.
6. Respectivement La Gauche interventionniste, regroupement de groupes et d'individus radicaux de gauche issus de la gauche non dogmatique et émancipatrice, Résister, large coalition antifasciste utilisant la désobéissance civile massive et Les étudiant·es contre l'extrême droite.



Portrait d'Antonio Gramsci, @SIPA

Voyage hivernal dans l'Est (1^{ère} partie)

Que deviennent les initiatives locales qui avaient vu le jour spontanément après l'invasion russe de 2022 dans les régions frontalières ukrainiennes? Les volontaires étrangers y sont-ils les bienvenus? Nous avons cherché des réponses à ces questions lors de notre voyage en décembre dans les zones de guerre de l'est et du nord de l'Ukraine. Et puis mes ami·es Nastya et Genia qui avaient fui Louhansk pour l'ouest de l'Ukraine voulaient revoir le Donbass, avant qu'il ne soit trop tard.

Le dernier jour de novembre, nous avons donc chargé notre vieille voiture de jus de pomme de notre production maison et nous avons pris la route pour un long voyage de 3000 kilomètres. Parmi les nombreuses rencontres que nous avons faites pendant notre voyage, je ne mentionnerai dans ce rapport, pour des raisons de place, que les initiatives où les volontaires étranger·es sont les bienvenus.

Kramatorsk

Au bout de trois jours, nous sommes arrivés à Kramatorsk. Cette ville industrielle grise, qui comptait à l'origine 200.000 habitant·es, est située dans l'oblast du Donbass, à environ 25 km du front. Le Kremlin et Trump exigent sa reddition sans combat, y compris des zones environnantes. Depuis notre dernière visite en mai 2024, beaucoup de choses ont changé. La route d'accès habituelle passe par la ville de Pokrovsk, récemment tombée, donc elle est bloquée. Les autres routes sont recouvertes de filets sur plus de 50 kilomètres avant la ville pour les protéger des drones FPV¹. En passant, on voit des rangées fraîchement creusées de tranchées interminables, larges, profondes et remplies de barbelés, qui rendent inimaginable une percée militaire. Dans la ville même, seules les stations-service sont protégées par des filets. Avant d'arriver à Kramatorsk, nous avons rendu visite à nos amis David et Lena à Dnipro, qui travaillent pour la grande organisation humanitaire ukrainienne Est-SOS. David évacue les gens des zones de front en tant que chauffeur et nous a montré des vidéos de drones russes sur son téléphone portable. Les chauffeurs ont des détecteurs qui leur permettent de se connecter à la transmission radio des pilotes de drones ennemis et de voir ainsi la même image que le soldat russe. Si sa voiture apparaît à l'image, il doit la quitter au plus vite, car en quelques fractions de seconde, elle pourrait devenir un piège mortel. Cette possibilité n'existe pas contre les drones à fibre optique, de plus en plus utilisés.

Nos impressions de Kramatorsk étaient mitigées. D'un côté, la ville est vivante, les trolleybus circulent et sont pleins de monde, on voit des familles avec des enfants se promener, les magasins et les cafés sont ouverts. Mais la guerre a laissé des traces visibles. Des parties d'immeubles sont réduites en débris par les tirs de roquettes. Les sirènes retentissent sans cesse, personne ne s'en soucie. Personne ne prête non plus attention au bruit sourd et aux vibrations des tirs d'artillerie proches, tout au plus regarde-t-on dans la direction d'où provient le grondement. Pendant

notre visite d'environ 24 heures, c'était relativement calme. Les bombardements massifs n'ont commencé qu'une heure après notre départ et ont duré six heures environ. Des drones de combat ont détruit une partie d'un immeuble résidentiel, tuant deux femmes.

Vsi Poroutch, «Tous ensemble»

C'était notre première visite à cette organisation relativement petite. Au total, environ 80 bénévoles y travaillent, non seulement à Kramatorsk, mais aussi dans les villes de Lviv et Rivne, dans l'ouest de l'Ukraine. Svitlana Souyeva, la cinquantaine, est l'une des coordinatrices ici dans le Donbass, elle nous a accueillis très chaleureusement. Elle a mis sa famille en sécurité dans le centre de l'Ukraine. Avec d'autres réfugié·es, ses proches vivent dans l'oblast de Khmel'nitsky, à près de 1000 km à l'ouest de Kramatorsk, et tou·tes sont surpris·es que les habitant·es les traitent avec tant de gentillesse. Il y a maintenant une petite colonie de personnes originaires de Kramatorsk, ce qui leur facilite bien sûr la vie dans un environnement bien différent. À notre question sur son pronostic quant à l'avenir de Kramatorsk, Svitlana répond que son rêve, c'est de vivre ici, dans sa ville natale. En même temps, elle ne se fait pas d'illusions et prépare l'organisation pour se replier un peu plus loin du front. Toutes les autres organisations avec qui nous étions en contact ont des plans similaires. Vsi Poroutch distribue de l'aide humanitaire, surtout des médicaments, aux soldat·es et aux civil·es. Ils évacuent aussi les gens des petites villes et villages environnants, systématiquement bombardés par les Russes. Pour évacuer les personnes alitées, ils ont reçu deux ambulances de donateurs australiens. Selon les chiffres officiels, 2000 personnes handicapées vivent encore à Kramatorsk, ce qui cause des maux de tête à Svitlana. Comment les évacuer rapidement en cas d'urgence?

Svitlana n'aime pas non plus le fait qu'il y ait encore autant d'enfants dans la ville bombardée tous les jours. Tout le monde s'habitue aux bombardements, ce qui est encore plus dangereux. Même dans les villages voisins, où il n'y a déjà plus ni électricité, ni eau courante, des familles entières se cachent encore dans des caves. Une des raisons, c'est que les pères ont peur d'être directement enrôlés dans l'armée à l'un des nombreux postes de contrôle.

Vsi Poroutch a aussi des équipes de réparation. Après les tirs de bombes planantes² ou de drones d'attaque, elles se rendent dans les

Les termes les plus courants actuellement utilisés sont probablement «*lassitude de la guerre*», «*désertion*» et «*cessions territoriales*». Cela occulte la volonté de la population ukrainienne n'est pas prête à faire des

Et en même temps, la guerre n'empêche pas non plus les manifestations de l'été dernier contre le musellement de la conscience sur le fait que la jeune génération ukrainienne du même âge de nombreux autres pays européens quand ils ont fait la guerre (ou plutôt se rendent compte douloureusement) mais ne leur sont garanti·es sans leur intervention, bien sûr. On a parlé de l'Holodomor*, beaucoup savent que les plus grands crimes du régime soviétique, ils ont entendu parler du crime contre l'humanité, ils ont peut-être déjà vécu personnellement la période de la guerre, en a résulté, ils savent, au plus tard depuis le Maïdan, ils sont allés à la rue pour une société libre, et ils savent que leur voix

Celles et ceux qui ont des ami·es à l'Occident ou qui y ont vécu la tranquillité qu'ont vécue plusieurs générations d'Occidentaux, que les libertés fondamentales des sociétés démocratiques sont un bien particulier et qu'il suffit d'une attitude pacifiste pour être sûr. Dans ce contexte, il me semble important que des jeunes ne voient un certain temps les multiples formes de solidarité vécues par les anciens font déjà.

* Extermination par la faim en république socialiste soviétique d'Ukraine majoritairement d'Ukrainien·es en 1932 et 1933 qui fit, selon les estimations, entre 2,5 et 3,5 millions de morts. L'Holodomor est reconnu par 33 pays comme un acte génocidaire ou comme un crime contre l'humanité, jugeant qu'il s'agissait d'une famine politique, et le qualifie de génocide en 2022.



ABONNÉ

- ☐ Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonner
- ☐ Je peux diffuser Archipel autour de moi et commander
- ☐ Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, L

ANT-PROPOS

en Europe occidentale en relation avec l'Ukraine
«corruption», «négociations de paix»
de persistance de résistance. La majorité de la
s concessions à la Russie et réclame justice.

Les débats ni les actions de protestation publiques comme
nt des structures anticorruption. S'y inscrit une prise de
ne dispose d'une grande avance par rapport aux gens
nd il s'agit de relever les défis du 21^e siècle. Ces jeunes
qu'aucune des libertés fondamentales et des droits hu-
n au contraire. Leurs parents et grands-parents leur ont
ands poètes et penseurs ukrainiens ont été assassinés
ne de Tchernobyl contre la population ukrainienne, iels
la loi du plus fort dans les années 1990 et l'oligarchie qui
de 2013-2014, que ça vaut le coup de descendre dans
sin impérialiste veut asservir la liberté locale à tout prix.

passé quelques temps se rendent compte que le confort et
ntaux en incite un bon nombre à faire l'autruche, à penser
es, fondées sur les droits humains, perdureront sans effort
re que le bruit de la guerre ne les réveillera jamais la nuit.
es (ou moins jeunes) d'autres pays partagent pendant
ues dans les zones de front ukrainiennes. Beaucoup le

Jürgen Kräftner
Membre FCE - Ukraine

kraine et dans le Kouban (en Russie mais peuplée à l'époque
estimations des historien·nes, entre 2,6 et 5 millions de morts. Le
d'extermination. Le Parlement européen l'a reconnu en 2008
mine provoquée et d'un «crime contre le peuple ukrainien et contre



Dessin Nikita Kravstov

MENT

ne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
leN°, à régler après la vente
appel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

isation:

13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel
imans

quartiers touchés, ferment les fenêtres cassées
avec des panneaux OSB³ ou réparent les toits
abîmés. Les personnes âgées ont souvent du
mal à comprendre que cette aide est gratuite.

Pendant les évacuations, les personnes qui
fuient sont prises en charge par une psycho-
logue et les gens de Vsi Poroutch s'occupent
de les accompagner jusqu'à leur destination.
Chaque personne a besoin d'un accompagne-
ment individuel. Certaines ont perdu leurs
papiers, d'autres ne veulent pas abandonner
leurs animaux de compagnie. Svitlana ra-
conte l'histoire d'une femme de 84 ans qui
avait huit chiens. Les évacuations les plus
dangereuses sont assurées par une unité spé-
ciale de la police régionale, les Anges blancs.

Svitlana nous a vraiment impressionnés
par sa joie de vivre, sa confiance et sa pro-
fonde humanité. Pour elle, c'est important de
savoir que les gens vont bien après avoir fui.
Ce souhait rejoint d'ailleurs les réflexions du
directeur de la grande ONG *Angels of Sal-
vation*, Dima Myshenin. Jusqu'à présent, la
règle était qu'une personne évacuée pouvait
emporter deux valises. C'est l'une des raisons
pour lesquelles beaucoup de gens ne restent
pas à leur nouveau «domicile» et retournent
dans leur région d'origine, située juste tout
près du front. Son idée serait de déplacer les
villageois des zones de guerre avec tous leurs

biens et leurs animaux domestiques et de leur
acheter des maisons simples dans le centre de
l'Ukraine pour 200 à 300 euros. Cette forme
d'évacuation est plus coûteuse, mais plus du-
rable.

Vsi Poroutch accueille à bras ouverts des
volontaires de l'étranger et les accompagne
dans la vie quotidienne sur place pour éviter
des prises de risque inutiles. Bien évidem-
ment la situation peut changer, prenez contact
avec le FCE.

C'était le début de notre voyage, qui nous
a ensuite menés à Kharkiv et Soumy où nous
avons rencontré notamment deux belles ini-
tiatives de «soupe populaire» qui accueillent
constamment des volontaires étrangers..

Le compte-rendu sera publié dans le pro-
chain numéro d'Archipel.

Jürgen Kräftner
Membre FCE - Ukraine

1. Pour *First Person View*, ils sont aussi appelés drones kamikazes. Petits, rapides et bon marché, les drones FPV sont devenus des armes de choix sur le front ukrainien.
2. Ces bombes datant de l'ère soviétique, améliorées à peu de frais, détruisent complètement n'importe quelle position. Tous les bâtiments et les structures sont pulvérisés après l'impact d'une seule d'entre elles et ils en larguent soixante à quatre-vingts en une seule journée sur un seul site.
3. Panneau de lamelles qui ressemble à de l'aggloméré, mais en plus solide.

UKRAINE/OUEST

Guerre et santé mentale

Du 7 au 13 décembre 2025, nous avons organisé à Nijnié Selichtché un troisième séminaire sur la santé mentale, dans ce pays ravagé par la guerre. Les principales intervenantes étaient Frédérique Drogoul, psychiatre à Paris, et Marulla Hauswirth, psychologue à Lausanne. Les vingt participant·es venaient toutes et tous de régions proches du front à l'est de l'Ukraine: Kharkiv, Poltava, Zaporijia et Kherson. Les deux intervenantes rapportent.

Frédérique Drogoul

La Transcarpatie est une magnifique région d'Ukraine située sur le versant sud-ouest des Carpates, une chaîne de montagnes qui s'étend sur la Hongrie, l'Ukraine et la Roumanie. La partie ukrainienne est limitrophe de la Hongrie et se trouve donc loin des zones où la guerre fait rage depuis près de quatre ans. La seule destruction causée par la guerre a été le bombardement ciblé d'une usine américaine près de Khust en 2025. Mais toutes les femmes et tous les hommes que nous avons rencontrés sont profondément attristés, inquiets pour leurs proches qui combattent dans l'est du pays, et envahis par un mélange de colère, d'incompréhension et d'incertitude pessimiste quant à l'avenir.

Avec plus de 60.000 mort·es et des centaines de milliers de blessés, toutes les familles ukrainiennes pleurent au moins un·e mort·e au front et ont été bouleversées par l'engagement militaire du chef de famille, par le déplacement interne ou parfois par

l'exil. Et ce sont les femmes à l'arrière qui font vivre le pays...

La question des objecteurs de conscience de la première heure et des déserteurs est délicate et douloureuse, d'autant plus que les autorités effectuent fréquemment des contrôles de conscription, même la nuit, dans les petits hameaux perdus dans la forêt. Ces hommes vivent donc cachés et, lorsqu'ils sont capturés, ils sont directement envoyés au front, où ils servent aux côtés des ouvriers et des paysans, qui y sont surreprésentés car ils n'ont ni diplôme, ni compétences utiles, ni les moyens d'utiliser la corruption pour être transférés à l'arrière, échappant ainsi à une mort quasi certaine.

Nijnié, un village de Transcarpatie

À l'été 2022, Nijnié Sélichtché, le petit village agricole au pied des Carpates où nous avons travaillé pendant une semaine avec l'équipe du Forum Civique Européen, avait

accueilli des dizaines de réfugié·es qui, au début de la guerre, ont été hébergé·es à la mairie, à l'école ou chez des habitant·es. Puis un groupe de villageois·es, activement soutenu par le FCE et la coopérative européenne Longo mai - présente à Nijnié depuis plus de trente ans - s'est organisé pour relever ce défi. Aujourd'hui, après trois ans d'énorme travail de solidarité pour et avec les réfugié·es, il existe un hébergement de 30 places et 10 maisons rénovées pour les familles, des activités d'intégration (une conserverie de fruits, de fleurs et de légumes, une serre, un projet de boulangerie) et une auberge (pour des stages artistiques, des semaines pour les enfants et les jeunes, ainsi que des formations et des séminaires).

Un séminaire pour les professionnel·les

Marulla Hauswirth, psychologue et psychothérapeute suisse spécialisée dans les approches psychocorporelles du traitement des traumatismes, est une excellente animatrice pour ce type de séminaires, et j'ai toujours eu beaucoup de plaisir à la soutenir de mon mieux. Sur la base de l'expérience acquise lors des deux premiers séminaires en 2024 et 2025, nous avons proposé de n'accepter «que» des psychologues travaillant dans des villes proches de la ligne de front, constamment exposées à des bombardements et à des attaques de drones, mais où la plupart de leurs habitant·es continuent de vivre.

La réalité quotidienne de cette guerre est une expérience profondément déstabilisante, en particulier pour les psychologues qui soutiennent celles et ceux qui en souffrent.

Les séminaires précédents nous avaient également permis de comprendre à quel point il est bénéfique de s'éloigner du quotidien de la guerre, ne serait-ce que pour pouvoir enfin dormir sans le grondement des bombes, le bourdonnement des drones ou le hurlement des sirènes.

Pour ce troisième séminaire, nous avons donc proposé de combiner ces deux besoins: des moments de repos et de détente pour se

Participant·es:

Dix-sept personnes, provenant principalement de régions proches de la ligne de front. Du nord au sud: Kharkiv, Poltava, Zaporijia, Kherson. Trois personnes de la région de Transcarpatie qui travaillent avec des réfugié·es et des vétérans. Tou·tes sont des professionnel·les de la santé mentale: des psychologues et des psychothérapeutes qui travaillent pour des ONG ou des autorités locales auprès des vétérans de guerre et de leurs familles, un psychiatre qui travaille dans un hôpital psychiatrique, un médecin.

Intervenant·es:

Frédérique Drogoul, psychiatre ayant travaillé pour Médecins du Monde et Médecins sans frontières, notamment en Tchétchénie pendant la deuxième guerre (déclenchée par Vladimir Poutine fin 99). Marulla Hauswirth, psychologue et psychothérapeute suisse, spécialisée dans les approches psychocorporelles du traitement des traumatismes (Somatic Experiencing, Soma, hypnose), qui a travaillé dans l'association Appartenances à Lausanne, spécialisée dans l'accompagnement de migrant·es victimes de violences organisées. Elisabeth von Salis, psychothérapeute et psychanalyste, spécialisée dans la supervision d'équipes et le soutien de groupes de professionnel·les ayant des formations différentes mais travaillant ensemble sur un projet commun. Thomas von Salis, pédopsychiatre, spécialisé dans la supervision d'équipes et le soutien de groupes de professionnels ayant des formations différentes mais travaillant ensemble sur un projet commun.

Ensemble, nous avons construit une équipe avec des valeurs communes. Les difficultés psychiques dans une situation de guerre sont des réactions normales face à une situation qui ne l'est pas, et il importe de travailler sur les ressources tout en étant attentives à l'effet révélateur de difficultés plus personnelles. Nous avons été témoins au cours des deux premiers séminaires des conséquences de cette guerre, en particulier pour les professionnels venant des régions de l'est: épuisement, découragement, souvent sans repos ou congés depuis plusieurs mois.

- 1. Le séminaire a été organisé par Paul Braun et Julia Poppei du Forum Civique Européen, avec le soutien logistique de l'équipe Longo mai sur place et de trois femmes du KAMZ (Comité d'aide médicale en Transcarpatie) en tant que traductrices.
- 2. Un dispositif particulier de rencontre entre pairs fondée sur une réflexion collective sur les pratiques et les expériences professionnelles, dans un regard croisé et bienveillant.

ressourcer, ainsi qu'une initiation aux techniques psychocorporelles pour prendre soin de soi afin de pouvoir aider les autres, et également un travail de groupe sur les pratiques cliniques et les difficultés rencontrées dans le soutien thérapeutique des personnes gravement touchées par la guerre. La question des très nombreux disparus («missing soldiers»)

s'est avérée centrale, car elle maintient les proches dans un état intermédiaire entre l'espoir et le désespoir, avec un deuil impossible à accepter.

Les participant·es ont pu nous raconter ce que leur vie est devenue, dans ces zones constamment bombardées, avec un avenir plus qu'incertain.



Lesia Khomenko, The Missile Strike in Kharkiv, 2024

Olia, psychologue à Kherson, a ainsi parlé des magnifiques avenues de sa ville, où elle aimait se promener, et de la belle vue qui est désormais obstruée par des cordes et des filets destinés à protéger les habitant·es des attaques de drones.

Les participant·es formaient un groupe solidaire qui, face aux bouleversements de leur vie, faisaient preuve d'un même courage et d'une même détermination à résister et à poursuivre leur travail... Au cours des discussions, les larmes ont parfois coulé, mais la plupart du temps, tout le monde riait de bon cœur. Nous nous souviendrons avec émotion d'une soirée musicale où tout le groupe a chanté avec enthousiasme des chansons ukrainiennes, symbole de la résistance contre le malheur et la terrible injustice de cette guerre.

Marulla Hauswirth - extrait du séminaire

Les matinées étaient consacrées à l'analyse de la pratique et à la supervision, à partir de problématiques cliniques qui ont été travaillées en petits groupes puis en grands groupes, en lien avec la situation actuelle en Ukraine. Les présentations concernaient aussi bien des familles avec leurs enfants que des couples et des personnes seules.

Les thèmes abordés étaient les suivants:

- Deuil lié à la perte de proches ou d'un lieu de vie;
- Personnes disparues;
- Difficultés relationnelles des soldat·e·es démobilisé·es ou ancien·nes prisonnier·es;
- Traumatismes spécifiques à la situation de guerre;
- Hypervigilance et troubles du sommeil liés aux alertes et aux risques de bombardements;
- Coexistence d'expériences traumatiques et de pertes: culpabilité du/de la survivant·e;

- Difficultés liées aux personnes disparues: deuil impossible, anxiété et alternance entre espoir et désespoir;

- Pertes humaines omniprésentes (presque toutes les familles ont perdu un·e proche au front ou lors de bombardements), auxquelles s'ajoutent des pertes matérielles et une détérioration des conditions de vie qui nuisent au sentiment de sécurité;

- Problèmes des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Les déplacements sont nombreux et se répètent souvent, ce qui entraîne une instabilité difficile à gérer, en particulier pour les enfants et les adolescent·es qui ont besoin de réseaux sociaux stables à long terme;

- Dénier des expériences émotionnelles liées à la situation, en particulier la peur, la colère, l'impuissance et la perte de sens;

- D'une part, un engourdissement émotionnel (manque d'accès à ses propres émotions) et, d'autre part, une hyperactivité.

Observations des aidant·es

(Par rapport à la situation lors de nos précédentes missions en 2023 et début 2025.)

La problématique du deuil (un tiers des participant·es ont perdu un proche, souvent leur mari): alors qu'ils doivent en même temps gérer le deuil de leurs patient·es et sont ainsi exposés à des réactivations traumatiques répétées, sans avoir eu le temps et l'espace nécessaires pour faire leur propre travail de deuil.

Il en va de même pour les personnes disparues ou pour la peur pour les proches, les soldat·es qui sont au front.

Iels évoquent également l'épuisement dû au manque de sommeil causé par les alertes nocturnes et les bombardements, ainsi que le sentiment de danger contre lequel iels ne peuvent pas vraiment se protéger.

Il nous a semblé important de favoriser le soutien entre les participant·es par le biais d'interventions², et de leur permettre de maintenir les relations nouées pendant la semaine. Une réunion vidéo sera proposée début janvier.

Les souhaits des participant·es

Nous avons pu globalement bien répondre aux souhaits exprimés par les participant·es au début du séminaire:

- Le besoin de calme, loin de leur situation quotidienne, de pouvoir se détendre et dormir;
- Prendre soin de soi, se ressourcer;
- Apprentissage spécifique lié aux traumatismes de guerre: nouvelles techniques;
- Établir des relations professionnelles;
- Se reconnecter avec soi-même, prendre conscience du stress intérieur qui n'était plus perçu, mieux écouter ses propres besoins, importance d'une activité régulière et reposante, environnement chaleureux et bienveillant;
- Nouvelle compréhension de la prise en charge des personnes traumatisées.

Conclusion

Nous prévoyons une autre semaine début juin, qui s'adressera également aux professionnel·les travaillant dans les régions proches de la ligne de front. Nous conserverons la même structure, avec des travaux théoriques et pratiques, qui sont également source d'inspiration et utiles pour le travail avec les patient·es, ainsi que des activités de loisirs et des activités récréatives l'après-midi.

Paul Braun et Julia Poppei
Forum Civique Européen

SUISSE/FEMMES

Sauvez la vie des femmes

Le refus du Conseil national d'approuver un crédit visant à renforcer les mesures de prévention des violences faites aux femmes a déclenché une mobilisation d'une ampleur et d'une rapidité rares – et qui a été couronnée de succès.

Il aura suffi d'un million de francs pour mettre à nu les lignes de fracture du débat politique suisse sur la lutte contre les violences basées sur le genre.

Un vote serré au cœur de la session d'hiver

Le refus du Conseil national d'augmenter le budget du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes (BFEG) a déclenché une mobilisation rare par son ampleur et sa rapidité. En jeu: un crédit destiné à renforcer les mesures de prévention de la violence contre les femmes. Proposé par le Conseil des États, le montant concerné devait compléter les trois millions annuels déjà alloués au financement de projets portés par des organisations spécialisées. Ces projets ont pour but de soutenir des victimes, financer des initia-

tives cantonales, des actions de prévention et d'accompagnement, dans le cadre de la mise en œuvre de la convention d'Istanbul. Lors de l'examen du Conseil national, la décision a été renversée: 1,5 million ont été approuvés pour une campagne nationale inscrite dans un autre ligne budgétaire, au détriment de l'aide directe aux organisations de terrain. Le million supplémentaire a été rejeté de peu, à 94 voix contre 93, contre l'avis de la commission des finances de la Chambre basse.

Mais la réalité est alarmante: en 2025, la Suisse a déjà enregistré 27 féminicides. De plus, selon une étude datant de 2019¹, 22% des femmes et jeunes filles de plus de 16 ans déclarent avoir subi des actes sexuels non désirés et 12% avoir été violées. Cela représenterait, extrapolé à l'ensemble du pays,

respectivement près de 800.000 et 430.000 victimes.

Une mobilisation éclair

Cette résistance politique à un renforcement pourtant modeste des moyens interroge, d'autant plus que la Suisse s'est engagée, en ratifiant la Convention d'Istanbul, à développer activement des politiques de prévention contre les violences faites aux femmes.

La réaction ne s'est pas fait attendre. Dès le lendemain, le Parti socialiste lançait un appel en ligne intitulé «Sauvez la vie des femmes», appelant le Conseil des États à corriger la décision du National. En moins de 24 heures, plus de 200.000 signatures étaient récoltées; quelques jours plus tard, la pétition frôlait le demi-million. Une mobilisation amplifiée par les réseaux sociaux et soutenue par des personnalités publiques, telle que l'autrice et spécialiste des violences sexuelles Agota Lavoyer.

Au centre de la controverse, Tamara Funiello, Anna Rosenwasser et leurs collègues du Parti Socialiste Femme. Dans un discours au Conseil national le mardi 9 décembre, ensuite relayé sur les réseaux sociaux, la

conseillère nationale bernoise a cristallisé les tensions en comparant les fonds refusés pour la prévention des violences à ceux, acceptés à l'unanimité, destinés à la protection des troupeaux de moutons (3,6 millions) ou à la viticulture (10 millions). Une comparaison volontairement provocatrice, destinée à mettre en lumière les priorités budgétaires du Parlement, alors même que l'argument de la nécessité d'économie est souvent avancé. La conseillère nationale Nina Fehr Düsel (UDC²/ZH), ayant voté contre le million supplémentaire, explique ainsi dans le 24h: *«Nous devons absolument faire des économies au niveau fédéral et nous devons aussi respecter le frein à l'endettement.»* Elle souligne qu'il s'agit bien de renoncer à une augmentation des fonds et non de réduire les contributions existantes, agacée des arguments de la gauche qui, selon elle, sous-entendrait qu'elle réduirait le montant des fonds alloués à la protection des femmes.

Des méthodes vivement critiquées

Le soir même, des centaines de personnes se sont réunies sur la place fédérale, scandant *«Shame on you»*³. En soutien à la pétition lancée par les femmes socialistes, rencontrant un franc succès, une campagne de mails a également été lancée par le mouvement citoyen Campax. L'afflux massif de courriels adressés aux parlementaires – plusieurs milliers en quelques heures – a conduit les services du Parlement à filtrer et supprimer une partie des messages afin d'éviter une panne du système informatique.

Ces modes d'action ont rapidement provoqué une levée de bouclier. Certain-es opposant-es à la hausse du budget dénoncent frontalement cette *«atteinte au fonctionnement [du] Parlement»*, comme le formule Andrea Caroni, député au Conseil des États PLR⁴, au média *Blick*. Même parmi les partisan-es de la mesure d'augmentation du budget, la stratégie de mobilisation a parfois été jugée excessive. La centriste Andrea Gmür a exprimé dans le 24h son agacement face aux *«milliers de courriels»* dont elle et ses collègues ont été *«inondé-es»* depuis le 8 décembre. *«C'était une action orchestrée par un seul parti»*, a-t-elle dénoncé, visant les conseillères nationales du PS. Malgré ces reproches, elle a finalement soutenu l'augmentation du budget, soulignant la gravité des violences domestiques et rappelant que *«les coûts consécutifs à la violence domestique sont bien plus élevés»*.

Pour Agota Lavoyer, ces critiques relèvent d'un mécanisme bien connu: le tone policing. Plutôt que de discuter du fond – la nécessité de renforcer la prévention face à une réalité alarmante – le débat s'est déplacé vers le ton employé et les méthodes de mobilisation. *«Le sujet [la lutte contre la violence sexiste] est détourné [...] Pour cela, on utilise l'argument ridicule selon lequel Tamara Funicello et tous ses alliés ne se soucient pas du tout de la cause, mais cherchent seulement à se mettre en avant»*, explique-t-elle sur son compte Instagram. Une analyse que partage Tamara Funicello: *«On nous dit: ne fais pas l'hystérique – ou en tout cas c'est ce qui est sous-entendu – car le montant est si petit. [...] Mais c'est bien ça qui nous énerve. C'est pour cela que nous étions dans la rue. C'est*

pour cela que l'on se bat.» Cette controverse illustre la manière dont les débats politiques peuvent se concentrer sur la forme plutôt que sur le fond, au risque de retarder des actions pourtant urgentes telles que celles de la lutte contre les violences fondées sur le genre.

«Beaucoup de bruit pour rien», vraiment?

Au lendemain de ces échanges houleux, le Conseil des États révisait sa décision pour se positionner en faveur de cette augmentation d'un million de francs pour le BFEG, en plus des 1,5 million pour la campagne nationale. La décision finale revenait alors au Conseil national.

*«Viel Lärm um nichts?»*⁵ titrait le *Tages Anzeiger*. Pour Tamara Funicello, c'est précisément l'inverse. Si un montant aussi faible dans un budget fédéral d'environ 90 milliards de francs provoque une telle résistance, c'est qu'il touche à une question fondamentale: celle de la reconnaissance politique de la violence de genre comme problème structurel *«nécessitant des ressources»*, et non de simples *«déclarations d'intention»*. Ces mobilisations ont contribué à faire entendre la voix révoltée de la population et à démontrer que l'opinion publique ne tolère pas le manque d'action.

Reste que la pression a porté ses fruits. Le National a désormais accepté le million supplémentaire, validé par 115 voix contre 72. Au-delà du million contesté, le débat révèle un malaise plus profond. Celui d'un pays qui se veut exemplaire en matière de droits humains, mais peine encore à traduire ses engagements en actes concrets.

Justine Bosset*

* Justine Bosset a obtenu son doctorat à l'Institut des Hautes Études Internationales et du Développement à Genève et s'est spécialisée dans les thèmes du genre, du racisme et de la migration pendant ses études de master.

1. Étude de l'institut gfs.bern, réalisée en 2019 pour Amnesty International. <<https://www.amnesty.ch/fr/themes/droits-des-femmes/violence-sexuelle/docs/2019/violences-sexuelles-en-suisse-nouveaux-chiffres-representatifs>>.

2. Parti politique suisse conservateur, nationaliste et populiste, classé comme de droite radicale et parfois d'extrême droite. Il se positionne comme le plus à droite de tous les partis représentés au gouvernement.

3. *«Honte à toi!»*

4. Parti libéral-radical, situé à droite de l'échiquier politique suisse.

5. *«Beaucoup de bruit pour rien?»*

A VOS POSTES!

Un florilège des émissions récentes sur Radio Zinzine



X-Tracts Palestine N°1 - La puissance du récit

En tant que Palestinien, j'ai été élevé avec des récits. Il est à la fois égoïste et traître de garder une histoire pour soi - les histoires sont faites pour être racontées et diffusées. Si je laissais une histoire tomber dans l'oubli, je trahirais mon héritage, ma mère, ma grand-mère et ma patrie. Pour moi, raconter des histoires est l'un des ingrédients du summud palestinien: la persévérance.» Refaat Alareer.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=11033>

Syrie, un an après

Un an après la chute de Bachar al Assad en Syrie, nous survolons la situation politique et sociale avec un ami engagé dans une association de promotion de l'agroécologie et de soutien aux activistes syrien-nes.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=11010>

Nouvelles de Cisjordanie

Julie, Elli et Véra sont allé-es en Palestine, et plus précisément en Cisjordanie, pour la seconde fois pour certain-es, iels nous retracent leur voyage, en passant par l'évolution de la situation en un an, et leurs ressentis et ceux de celles et ceux qui vivent dans ce pays en pleine invasion. Interview et montage de Noëlle.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=11011>

Blanche Gardin Nature

Blanche Gardin, humoriste connue, a été récemment blacklistée dans le monde du show bizz et du cinéma pour avoir caricaturé l'instrumentalisation de l'antisémitisme. Par ailleurs elle a été agressée deux fois et s'est retrouvée démunie au point de devoir quitter son appartement. Elle nous raconte tout cela sans se plaindre, c'est le prix à payer de sa liberté de ton dirait-on.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=11012>

Un entretien avec Mathieu Rigouste

Mathieu Rigouste est chercheur indépendant en sciences sociales, essayiste, réalisateur et militant. Il est reconnu pour ses travaux sur la police et plus généralement l'ordre sécuritaire. Il nous parle de son parcours, de ses espoirs et de sa vision de l'évolution de la société contemporaine. Il nous présente aussi son dernier livre et son dernier film.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10967>

Entre chien et loup, le procès Mazan/Pelicot

Entre chien et loup est le titre du dernier ouvrage de Valérie Manteau, autrice marseillaise, qui s'est rendue quasiment tous les jours au procès dit Mazan-Pelicot. Au fil d'un long et vif entretien elle nous fait part de ses observations, partageant ses colères, ses surprises, ses interrogations, et tout ce qui peut permettre d'appréhender la complexité, quitte à souligner les ambiguïtés et tabous de l'affaire.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10973>